

CountrySide

N° 205

European Landowners' Organization

MAI-JUIN 2023 - BIMENSUEL- FR



Forum for the
Future of Agriculture®

Where agriculture & environment
meet for an open dialogue

Forum 2023
événement régional en Espagne



Editorial

Thierry de l'ESCAILLE, Président exécutif

Tables des matières

- 3 Forum 2023
événement régional en Espagne

- 7 Assemblée générale d'ELO à Madrid :
changement de leadership

- 8 Repenser l'agriculture arable dans un climat
changeant - l'agronomie de l'agriculture
intelligente face au climat pour réaliser
le Pacte vert de l'UE

- 9 Réseaux européens Life pour
la conservation des terres privées

- 10 Coexistence de l'élevage et des grands
carnivores en Europe : trouver des solutions
pour un développement durable

- 11 Participation d'ELO à la Semaine verte

- 12 Comment les start-ups peuvent-elles relever
les défis de la gestion des ressources
naturelles pour des chaînes
d'approvisionnement durables dans
l'agriculture et la sylviculture ?

- 13 L'initiative « Forêt du futur » - Favoriser le
développement de solutions innovantes
pour les forêts

- 14 Donner aux propriétaires fonciers européens
les moyens d'agir : la mission de SOILGUARD
pour préserver la biodiversité des sols

- 15 Conférence finale du projet HERIT

- 16 The European Bee Award

Le drame du débat bruxellois c'est la tendance négativiste de certains acteurs de la société civile qui se permettent de dire non à toute réflexion ou proposition quelle qu'elle soit. Ils ne prennent pas conscience qu'ils mettent à mal la légitimité de l'Union Européenne qui se transforme par le fait de leur action en une puissance d'interdiction pure et dure. La tentation est forte pour une administration qui doit contrôler d'interdire car alors le contrôle est facile. Mais cette dérive justifiée par l'idée qu'il faut sauver le monde quel qu'en soit le prix risque de se payer cher aux prochaines élections : le désamour de l'Europe est palpable. Les partis du centre ont tendance à disparaître pour faire place aux tenants d'une radicalisation du débat....

Pendant ce temps les actes législatifs nécessaires à la mise en place du « Pacte vert » se bousculent : alors que les auteurs de la législation sur la restauration de la nature ont par trop oublié qu'il y a des acteurs de terrains qui vivent dans cette nature et ont malheureusement donné l'impression d'avoir concocté ces textes dans des bureaux bien éloignés de toute biodiversité, se profile un nouvel acte législatif qui n'en doutons point sera à nouveau l'occasion pour certaines ONG de se faire valoir alors que ce qui est proposé pourrait solutionner bien des problèmes : les nouvelles techniques génomiques qui soulèvent des enjeux d'innovation, de développement économique mais aussi de mitigation de risques sanitaires et environnementaux.

Ces techniques offrent des améliorations bénéfiques sur un large panel de plantes et de caractères, et proposent aux agriculteurs ce qu'ils réclament à juste titre : si on leur ôte des outils de grâce qu'on leur en offre d'autres qui permettront de répondre à leur besoins.

Malheureusement il n'a pas fallu un instant pour que les ONG qui ont fait du bannissement du monde rural leur marché se lancent dans l'opposition virulente. Bien sûr il nous sommes pour la vigilance mais il faut arrêter de vouloir muséifier les campagnes, si tel n'est pas le cas les campagnes se réfugieront dans les bras des extrêmes là où elles n'ont plus de partenaires. Les dernières élections nous envoient des signaux qu'il serait irresponsable de négliger.



Le sud de l'Espagne



Quelques-uns des représentants de l'événement régional en Espagne : (de gauche à droite) : Jurgen TACK, Antonio MELGAREJO NARDIZ, Gabriel LODARES, Pierre-Olivier DREGE, Thierry de l'ESCAILLE, Elena CARTEA GONZALEZ, Alain Dominique QUINTART, Alberto ARROYO

Forum 2023 événement régional en Espagne



Madrid a accueilli notre événement régional, le 31 mai, avant que l'Espagne ne prenne la présidence du Conseil de l'Union européenne. La séance d'ouverture a préparé le terrain pour les tables rondes qui ont suivi, avec des messages émanant d'un large éventail de parties prenantes. La modératrice et journaliste agricole Elisa PLUMED a commencé par remercier les hôtes, le Conseil national de la recherche espagnole (CSIC). Le CSIC est la plus grande institution publique de recherche en Espagne et l'une des institutions les plus renommées de l'Espace européen de la recherche.

Liz WILSON

Elena CARTEA GONZALEZ, vice-présidente des domaines scientifiques et techniques, a souhaité la bienvenue aux délégués en leur présentant la CSIC. Avec des milliers d'employés, dont des chercheurs, un siège à Madrid, 121 instituts et centres nationaux en Espagne, et des centres à Rome et à Bruxelles, la mission du CSIC est d'améliorer la recherche scientifique et technique. Mme GONZALEZ a souligné l'accent mis sur l'agriculture durable, depuis la biotechnologie, la fertilité des sols et la production durable jusqu'aux politiques agricoles, à l'analyse économique et aux systèmes alimentaires.

Les forêts en point de mire

Les forêts sont un élément clé de cette durabilité et feront l'objet d'une attention particulière de la part de la présidence espagnole. C'est ce qu'a déclaré Hugo MORÁN FERNÁNDEZ, secrétaire d'État à l'environnement au sein du ministère espagnol de la transition écologique et du défi démographique. L'Union européenne représente 5 % de l'ensemble des forêts du monde et les propriétaires fonciers sont des acteurs essentiels - en Espagne, par exemple, 70 % des terres forestières sont détenues par des particuliers. La présidence espagnole s'efforcera d'améliorer la coordination avec les pays de l'UE sur les questions liées aux forêts, en demandant notamment aux États membres

d'approfondir la législation et la gouvernance forestières de l'UE. « *Nous espérons que vous serez tous associés à la réalisation de ces objectifs* », a-t-il conclu.

Le rôle des propriétaires fonciers en tant que partie de la solution

Quel est le rôle exact des propriétaires fonciers ? C'est la question que s'est posée Gabriel LODARES, vice-président d'ELO. La voix de ces entreprises, pour la plupart familiales, doit être entendue lorsqu'il s'agit de transformer l'agriculture. On reproche souvent aux propriétaires terriens d'être des émetteurs de CO2 et de méthane, et de produire de la viande que certains considèrent comme malsaine, alors qu'ils font partie intégrante de la solution. Les propriétaires terriens sont eux-mêmes menacés, confrontés à la hausse des prix et à l'exode rural. Mais tout ce que l'Europe souhaite réaliser grâce au Pacte vert est inscrit dans leur ADN. « *Nous devons nous adapter à la nouvelle réalité, et les propriétaires fonciers jouent un rôle majeur à cet égard.* »

Des progrès dans l'UE

La bonne nouvelle est que l'Europe et le Pacte vert progressent - et il y a des preuves concrètes de cela. Catherine GESLAIN-LANÉELLE, directrice de la stratégie et de l'ana-

lyse politique à la DG AGRI, Commission européenne, a fait le point avec les délégués. On reproche parfois au Pacte vert de ne pas avancer, a-t-elle déclaré. Pourtant, il existe des preuves du contraire : par exemple, la nouvelle PAC a été adoptée, de même que la réglementation sur la déforestation ; un plan d'action sur l'agriculture biologique est en cours, et le règlement sur l'utilisation durable visant à réduire les pesticides est en cours de discussion. Elle a souligné que la transition dans l'agriculture dépendait également du financement et qu'il ne s'agissait pas seulement de la Politique Agricole Commune (PAC), mais aussi de la nécessité d'autres investissements au niveau des exploitations et de la chaîne alimentaire. Un aspect qui pourrait être très utile est l'agriculture du carbone.

Dans un enregistrement vidéo spécial, Daniel CALLEJA CRESPO, directeur général de la DG Service juridique, Commission européenne, a expliqué : « *Nous sommes à un moment décisif pour l'UE et pour notre planète* ». Il a expliqué que l'agriculture a un rôle clé à jouer et qu'elle est elle-même confrontée à des défis cruciaux. « *Je voudrais réaffirmer l'engagement de l'UE à concevoir, promouvoir et développer des politiques qui soutiennent l'innovation et la transformation du secteur agricole.* »

Réparer demain, aujourd'hui

Pour conclure la première session, Janez POTOČNIK, président du Forum, s'est entretenu avec Mark TITTERINGTON, conseiller principal du Forum.

« Réparer demain, aujourd'hui » était le thème de la conférence annuelle du Forum et M. POTOČNIK y est revenu. Les économies ont été organisées de manière à gaspiller : le défi consiste à changer pour répondre aux besoins humains et maximiser le bien-être de la manière la plus efficace possible en termes d'énergie et de ressources, a-t-il déclaré. Comment s'y prendre ? En commençant par réorganiser nos priorités de manière à ce que l'économie soit au service de l'homme et non l'inverse. Considérer les humains comme faisant partie de la nature, et non comme des éléments extérieurs à celle-ci. Passer de la stimulation de modèles basés sur l'extraction à la promotion de modèles plus axés sur l'innovation et la créativité. Et changer notre système de gouvernance. Son dernier mot a été un éloge des participants au prix « Land and Soil Management ». Pas seulement les gagnants, mais tous les candidats qui ont montré de manière concrète qu'ils pouvaient changer le monde pour le meilleur.

Débat d'experts : La production durable bénéficie-t-elle au commerce ?

Comment la vision européenne de la durabilité agricole affecte-t-elle le commerce international ? Les produits durables sont-ils bien accueillis dans d'autres pays ? Comment perçoivent-ils ces politiques ? Ces questions ont ouvert la première table ronde.

La durabilité n'est pas négociable, a déclaré Samuel JUÁREZ CASADO, membre consultatif du secrétariat général à l'agriculture et à l'alimentation du ministère espagnol de l'agriculture. Les produits issus de l'agriculture durable bénéficieront d'un avantage concurrentiel à l'avenir. L'un des problèmes actuels est qu'il n'existe pas de normes convenues au niveau international, ni même au sein du marché intérieur. « Il y a encore beaucoup de travail à faire au niveau de l'UE et au niveau international avant que les attributs de durabilité puissent faire la différence. »

Pedro GALLARDO, agriculteur et vice-président du COPA-COGECA, qui représente les agriculteurs et les coopératives ; vice-président de l'Alliance pour l'agriculture durable, avait à l'esprit la perspective internationale. L'Europe ne peut pas être une île car nous vivons dans un monde global, a-t-il rappelé aux participants. Avec la croissance démographique, l'Europe devra produire pour les pays tiers. Mais cela ne sera pas facile à réaliser car, si l'Europe encourage la durabilité, elle ne soutient pas suffisamment les agriculteurs et les coopératives. « Nous l'avons toujours dit clairement : nous pouvons avoir une agriculture plus verte si nous

avons l'argent nécessaire. Les agriculteurs se sont adaptés, mais nous avons vraiment besoin que la législation européenne nous soutienne. »

Rosa VAÑÓ s'est plongée dans le commerce de l'agriculture durable et a mis en évidence le manque de communication crédible des consommateurs sur la durabilité. Associée fondatrice de « Castillo de Canena », son entreprise pratique une agriculture régénératrice qui produit de l'huile d'olive vendue dans plus de 60 pays. Selon elle, l'un des obstacles au commerce est l'absence d'une certification verte incontestée.

Les consommateurs paieront-ils pour la durabilité ?

La question épineuse de savoir si les consommateurs paieront davantage pour des produits différenciés a également été abordée. Ce sujet a été abordé par María CRUZ VACA ESCRIBANO, directrice des affaires économiques de l'ANGED, une organisation représentant les grandes entreprises de distribution. Lorsqu'on leur demande s'ils sont prêts à payer plus, les consommateurs répondent par l'affirmative, mais lorsqu'on creuse les données, le facteur le plus important pour eux est le prix. « Nous devons être suffisamment efficaces pour pouvoir offrir une qualité différenciée, un développement durable et un prix attractif », conclut-elle.

Le panel s'est penché sur la perspective plus large de la façon dont le reste du monde perçoit le Pacte vert. Le point de vue du Brésil a été présenté par Bruno CAPUZZI, chargé de mission à ApexBrasil, l'agence brésilienne de promotion du commerce et de l'investissement. Il a souligné que le « Green Deal » est tourné vers l'extérieur et qu'il tente d'influencer la préservation de l'environnement de manière holistique. Néanmoins, les pays ont tout à fait le droit de réglementer leurs importations afin de préserver la vie animale et la santé des plantes, comme le prévoit le système commercial fondé sur des règles. Il faudra donc encore beaucoup de discussions lorsque la mise en œuvre se rapprochera.

Cela a soulevé la question des « clauses miroirs », qui visent à garantir que les produits importés sont fabriqués selon les mêmes normes sociales et environnementales que les produits de l'UE, et la nécessité de veiller à ce que les producteurs soient en concurrence sur un pied d'égalité. La modératrice a demandé si les clauses miroirs étaient réalisables, une question qui a suscité une discussion intense.

Le débat s'est terminé par une brève discussion sur la loi américaine sur la réduction de l'inflation et ses incitations fiscales basées sur l'augmentation de la productivité grâce à la science - une philosophie que l'Europe partage. Les questions du public ont clôturé la première session du panel.

Débat d'experts : Améliorer la biodiversité, la résilience de l'eau et les sols grâce à l'agriculture - quel rôle pour l'agriculture régénératrice ?

Qu'est-ce que l'agriculture régénératrice ? La session a commencé par les points de vue des panélistes afin d'identifier les idées communes.

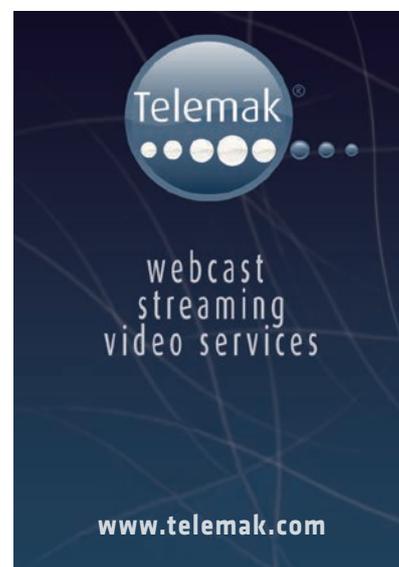
Ernesto IGARTUA ARREGUI, biologiste et coordinateur du sous-domaine des sciences et technologies agricoles au CSIC, a donné le coup d'envoi : « Une agriculture qui ne pense pas seulement à la production mais qui a aussi pour objectif d'améliorer l'environnement. C'est facile à dire, mais difficile à faire ».

Cette définition a été reprise par Mónica ANDRÉS ENRÍQUEZ, vice-présidente exécutive pour l'Europe de Yara International. L'agriculture régénératrice consiste à transformer l'agriculture et l'ensemble de la chaîne alimentaire en proposant des solutions qui intègrent la nature dans chaque décision prise afin d'obtenir un impact à plus grande valeur ajoutée.

Robert RENWICK, Chef business durabilité EAME, Syngenta Crop Protection, s'est appuyé sur ces contributions en expliquant que « l'agriculture régénératrice est une évolution d'une agriculture pratiquée depuis longtemps ». Son approche consiste à se concentrer sur la santé des sols, la protection de la biodiversité et une meilleure utilisation des ressources naturelles. À long terme, il s'agit de protéger les sols et d'assurer la rentabilité des agriculteurs. L'innovation est également importante : outre les pratiques agronomiques telles que l'ensemencement de cultures de couverture et l'incorporation de bétail, l'agriculture régénératrice comprend des techniques d'application de précision.

Tout le monde doit être sensibilisé à l'agriculture régénératrice

Reprenant ce thème, Ana RENGIFO ABBAD,





Gabriel LODARES, vice-président d'ELO; Antonio MARTINEZ, Interprofession de l'huile d'olive; Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général d'ELO; Prof. Adela PEREZ GALVIN, Université de Córdoba.

Lors de l'événement régional espagnol, le Forum a eu l'occasion de remettre en personne le prix "Soil and Land management" à INNOLIVAR, que nous avons récompensé pour sa précieuse contribution à la lutte contre l'érosion et à la restauration des ravines dans les oliveraies.

biologiste, écologiste et fondatrice des « Islas de Corcho Natural » (îles de liège naturel), a déclaré qu'il était nécessaire de sensibiliser à toutes ces pratiques et à tous ces outils, afin que tout le monde ait les moyens de pratiquer l'agriculture régénératrice.

Alfonso CHICO DE GUZMÁN, directeur d'exploitation dans une ferme familiale située dans une zone rurale dépeuplée du sud de l'Espagne où les conditions sont sèches, a déclaré que l'agriculture régénératrice consiste à prendre des mesures susceptibles d'améliorer la qualité de l'eau et la biodiversité. Les pratiques varient parce qu'il y a différentes façons d'y parvenir. Ce qui est commun à toutes les cultures, c'est d'essayer de générer des bénéfices : il est évidemment essentiel d'avoir un bénéfice économique, mais aussi des bénéfices environnementaux tels que la restauration des écosystèmes et la reforestation, et des bénéfices sociaux, comme essayer de repeupler la région. En ce qui concerne les terres qu'il gère à La Junquera, il a déclaré que les précipitations ont chuté de façon spectaculaire. Parmi les pratiques utilisées pour atténuer ce phénomène, on peut citer la création d'étangs et de fossés, l'application de compost et l'encouragement de la biodiversité par la plantation de haies d'arbres, d'arbustes et de plantes aromatiques.

L'agriculture régénératrice peut lutter contre le changement climatique

Le thème de la baisse des précipitations a trouvé un écho auprès du panel et du public : de graves sécheresses ont eu un effet dévastateur sur les récoltes espagnoles, y compris cette saison. L'agriculture régénératrice peut contribuer à atténuer à la fois le manque de précipitations et l'érosion des sols, ont-ils convenu, en favorisant la santé des sols. Ernesto IGARTUA ARREGUI a résumé la situation : « Grâce à l'agriculture régénératrice, à l'amélioration des sols et à la diversification, nous pouvons faire face à des situations terribles comme celle que nous connaissons cette année ».

Les participants ont reconnu que les agriculteurs sont les premiers touchés par le changement climatique, en particulier par la pénurie d'eau, les inondations ou les températures extrêmes.

Conclusions finales : optimisme, frustrations et nécessité d'une action concrète

Où en sommes-nous dans la transition dont notre système alimentaire a besoin, vers un système qui produit des aliments sains et abordables tout en respectant l'environnement qui produit ces aliments ? Une conversation de clôture stimulante entre Alberto

ARROYO, responsable de la politique et du programme au bureau régional européen de l'UICN, et Mark TITTERINGTON, a mis en lumière les principaux points à retenir.

Ils se sont accordés sur le fait qu'il existe un sentiment d'optimisme autour de la transition et que tous les acteurs travaillent pour atteindre les mêmes objectifs, même si tout le monde n'est pas d'accord sur la manière d'y parvenir. L'agriculture régénératrice gagne du terrain et il est admis qu'il existe une variété de pratiques qui peuvent toutes être considérées comme durables. Malgré cela, certaines frustrations subsistent : le secteur ne s'est pas encore suffisamment développé, la manière de procéder n'est pas systématique et les discussions sur la politique et la réglementation sont de plus en plus polarisées.

Alors que l'Europe entre dans la prochaine phase de la réforme de la PAC, il est important de prendre du recul et de se demander quel type de système alimentaire et agricole nous voulons. Cela signifie également que toutes les bonnes personnes doivent contribuer au débat, ce qui permettra d'avoir une vision plus globale de l'agriculture. Il est également important de commencer à prendre des mesures concrètes, comme en témoignent le récent « Appel à l'action » et la déclaration actualisée du Forum.

Pour plus d'informations : www.forumforag.com

AGRILAND

Exploitant et/ou coordinateur d'exploitations agricoles

Belgique
support@agriland.farm
☎ +32 (0)10 23 29 00

France
support@agriland.farm
☎ +33 (0)6 30 14 23 45

www.agriland.be



JOHN DEERE

NOTHING RUNS LIKE A DEERE

FARM SMART, PROFIT MORE

CONNECT TO YOUR DEALER TO GET THE MOST
OUT OF YOUR FARMING BUSINESS



Take control of your yields with smart farming technology from John Deere and access the full potential of your fields. Send yield and applications maps wirelessly to and from the John Deere Operations Center™ for a seamless precision farming experience. Let us help lower your input costs and boost your yield potential while maintaining effortless regulation compliance.



**GET JOHN DEERE
OPERATIONS CENTER™
NOW, FOR FREE**



Apple



Google Play



Assemblée générale d'ELO à Madrid : changement de leadership

ELO a tenu son assemblée générale à Madrid le 1er juin, marquant un moment important de réflexion, d'échange et de célébration des réalisations de l'organisation au cours de l'année écoulée. L'événement a rassemblé des professionnels dévoués et des invités d'estimés qui ont joué un rôle essentiel dans la promotion d'une campagne européenne prospère et attrayante.

Cette Assemblée générale était particulièrement spéciale car elle a servi de plateforme pour honorer le parcours remarquable de Thierry de L'ESCAILLE, Secrétaire général d'ELO depuis 1995, qui a fait la transition vers le rôle de Président exécutif. Avec 28 ans de dévouement inégalé, de passion et de travail acharné, il a été la force motrice du succès d'ELO et de ses réalisations les plus significatives. ELO lui exprime sa profonde gratitude pour son engagement sans faille et son leadership exceptionnel, qui ont propulsé l'organisation au premier plan des secteurs de l'agriculture, de l'environnement et des activités rurales.

ELO souhaite également exprimer sa gratitude à Pierre-Olivier DRÈGE, l'ancien Président, qui est devenu Président honoraire. Sa contribution à l'organisation a été inestimable et ELO apprécie son soutien constant et sa sagesse.

ELO accueille chaleureusement Jurgen TACK en tant que nouveau Secrétaire général. Il a été Directeur scientifique d'ELO au cours des sept dernières années et assume désormais ses nouvelles responsabilités.

Tout au long de ma carrière, j'ai toujours travaillé à l'avant-garde des politiques liées à la durabilité : d'abord en Afrique (Kenya), en mettant l'accent sur la biodiversité côtière ; plus tard, en tant que coordinateur de la Plateforme belge pour la biodiversité, en tant que coordinateur de l'Institut de recherche sur la nature et la forêt, et enfin au sein de l'ELO.

J'ai appris que ce n'est qu'en s'engageant directement et activement avec les parties prenantes que l'on peut atteindre les objectifs en matière de biodiversité et de climat. Sans leur soutien, il est impossible d'atteindre les buts et objectifs liés à la biodiversité et au climat.

ELO a toujours été et restera une organisation de défense très forte. En même temps, nous sommes une association de membres et nous devons donc nous assurer que ce que nous défendons au niveau européen correspond à la vision de nos membres. Nous devons renforcer nos relations avec chacun d'entre eux afin de parvenir à des solutions politiques soutenues par tous. Pour ce faire, nous renforcerons notre communication avec eux.

Pour soutenir notre travail à long terme, nous avons besoin d'une base de gestion solide - nous mettons donc en place un certain nombre d'outils de gestion qui garantissent que notre travail de lobbying peut être effectué de la manière la plus optimale possible.

Il est essentiel d'ajouter que nous avons des membres au-delà des 27 États membres de l'UE. Il doit être clair que sans une participation active des pays qui entourent directement l'Union européenne (et au-delà), nous ne sommes pas en mesure d'aborder les principales questions liées à la sécurité alimentaire, à la perte de biodiversité, au changement climatique... ELO a donc également un rôle à jouer au niveau mondial.

Mais quoi que nous fassions aujourd'hui et à l'avenir, les droits de propriété privée restent au centre de notre travail. Nous sommes en faveur de solutions durables, mais à la stricte condition que la durabilité comprenne également des aspects économiques et sociaux. Chaque fois que nous essayons de changer des méthodologies, des législations, des technologies, nous devons toujours nous assurer qu'il existe une meilleure alternative que celle que nous voulons changer. Si ce n'est pas le cas, il n'y a aucune raison de changer de politique à tout prix.

Jurgen TACK, Secrétaire général de l'ELO

Repenser l'agriculture arable dans un climat changeant - l'agronomie de l'agriculture intelligente face au climat pour réaliser le Pacte vert de l'UE

Des propriétaires terriens européens, des leaders de l'industrie et des experts en agronomie se sont réunis le 4 mai pour participer à l'événement intitulé «Repenser l'agriculture arable dans un climat changeant». Ce symposium, organisé par l'ELO en collaboration avec Bayer, Yara et Netafim, visait à répondre aux défis pressants posés par le changement climatique et à proposer des solutions pratiques pour une agriculture durable. L'objectif principal de l'événement était d'explorer le rôle vital des pratiques agricoles intelligentes pour le climat dans la réalisation des objectifs ambitieux du « Green Deal » de l'UE.

Laura TICOIU, ELO

Au cours de l'événement, des agronomes réputés ont abordé des sujets cruciaux tels que l'irrigation, la fertilisation et la lutte intégrée contre les ravageurs. Ces sessions ont permis de présenter des pratiques innovantes qui révolutionnent le paysage agricole et ouvrent la voie à un avenir résilient. En proposant des solutions tangibles, l'événement a mis en lumière les outils dont disposent les agriculteurs pour mettre en œuvre des approches intelligentes sur le plan climatique dans leurs propres champs, et qui sont nécessaires pour s'adapter à un climat en constante évolution.

L'événement a donné lieu à des présentations de la part des organisations collaboratrices, chacune mettant en lumière des aspects cruciaux de l'agriculture durable. La présentation de Bayer était axée sur la gestion intégrée des cultures, soulignant l'importance d'un contrôle efficace des mauvaises herbes, des ravageurs et des maladies. Yara a mis l'accent sur l'optimisation de la gestion des nutriments afin d'améliorer la productivité des cultures tout en minimisant l'impact sur l'environnement. Netafim, quant à lui, a exploré le rôle de l'irrigation de précision dans l'amélioration de la résilience climatique et des pratiques de gestion de l'eau. La présentation de l'Association française des producteurs de grains (AGPB) a mis en lumière les outils et pratiques innovants qui soutiennent les agriculteurs dans leur parcours vers l'agriculture durable, en mettant particulièrement l'accent sur la garantie de l'accès des agriculteurs à ces ressources.

L'événement a également donné lieu à une table ronde qui a suscité la réflexion, suivie d'un dialogue de haut niveau en guise de clôture. Le débat s'est concentré sur la question de savoir ce dont les agriculteurs ont besoin pour atténuer le changement climatique et s'y adapter. Des intervenants de renom, dont des représentants de la DG CLIMA et du Bureau européen de l'environnement, se sont joints à l'AGPB et à Yara, offrant diverses perspectives sur le sujet. Cet échange dynamique d'idées a permis une exploration complète des défis et des



Tiffanie STEPHANI, Celia NYSSSENS, Natasha FOOTE, Giulio VOLPI, Philippe HEUSELE

opportunités de l'agriculture durable. Le dialogue de haut niveau entre la Commission européenne et les leaders du secteur, représentés par le directeur général adjoint de la DG AGRI et le responsable de la stratégie et de la durabilité chez Bayer Crop Science, a permis aux décideurs politiques et aux principales parties prenantes du secteur de discuter du rôle de la politique pour permettre au secteur agricole d'atteindre les objectifs du « Green Deal » de l'UE.

Dans le cadre de l'événement, un entretien scientifique exclusif intitulé « L'agriculture de grande culture a besoin d'une perspective systémique » a réuni les trois orateurs principaux, Martin van ITTERSUM, Frank EWERT et Jorgen EIVIND OLESEN. Cette discussion engageante a fourni des indications précieuses sur les défis et les opportunités auxquels l'agriculture arable est confrontée dans le contexte d'un climat changeant. Les intervenants ont souligné l'importance d'adopter une approche holistique et systémique, en reconnaissant l'interaction complexe entre l'agriculture et l'environnement.

On ne saurait trop insister sur l'importance de cet événement pour les agriculteurs et les propriétaires fonciers privés. Le changement climatique ayant des répercussions

indéniables sur l'agriculture, l'événement a servi de catalyseur au changement, en ouvrant un dialogue pratique sur les solutions appliquées et les pratiques innovantes que les agriculteurs peuvent mettre en œuvre. Les idées partagées par d'éminents agronomes et experts du secteur ont fourni une feuille de route complète, guidant les agriculteurs et les décideurs politiques vers un avenir plus durable et plus intelligent sur le plan climatique.

Dans l'ensemble, l'événement « Repenser l'agriculture arable dans un climat changeant » s'est avéré être un moment décisif pour le secteur agricole. Grâce à la collaboration, au partage des connaissances et à la mise en réseau, l'événement a mis en évidence l'urgence d'adopter des pratiques agricoles intelligentes face au climat. Grâce à ces pratiques, les agriculteurs peuvent atténuer certains effets du changement climatique tout en garantissant une productivité durable et une bonne gestion de l'environnement. Le symposium a démontré le pouvoir de l'action collective et a souligné le rôle crucial de la collaboration entre l'industrie, les experts en agronomie et les agriculteurs pour ouvrir la voie à un avenir durable face au changement climatique.

Pour plus d'informations : www.elo.org

Réseaux européens Life pour la conservation des terres privées

ENPLC a pour objectif de créer une communauté de praticiens européens de la conservation des terres qui travaillent ensemble pour tester et développer les outils les plus prometteurs pour la conservation des terres privées, en plaidant pour de meilleures incitations financières, en engageant les citoyens et en sensibilisant le public.

ENPLC est un réseau européen, une union entre les propriétaires fonciers et les défenseurs de l'environnement.

Marie ORBAN & Anne-Sophie MULIER, ELO

À l'ENPLC, nous pensons qu'une action individuelle peut avoir un effet domino. Laissez-vous inspirer par nos ambassadeurs et lisez leurs histoires sur le **site web d'ENPLC**.



Rencontrez nos ambassadeurs, ils sont des super-héros de la conservation des terres privées !

AMBASSADEUR #8 -

Ando EELMAA, chef d'exploitation familiale depuis 30 ans en Estonie.

Ando est né dans la ferme de Korjuse-Vanapere, et au moins dix générations de ses ancêtres ont cultivé la même terre avant lui. Depuis les années 90,

Ando a travaillé d'arrache-pied pour donner un nouveau départ à l'exploitation familiale. Gérer la ferme est plus qu'un travail. C'est la mission de sa vie.



AMBASSADEUR #9 -

Oriol BAENA CRESPO, technicien chargé des accords de gestion des terres à la Société herpétologique de Catalogne (SCH).

Oriol gère environ 50 ha de terres pour l'organisation. Des terres cultivées aux rivières, en passant par les étangs, les prairies et les forêts. La SCH s'occupe de divers paysages en accordant une attention particulière aux habitats aquatiques. Il conserve des animaux peu protégés et assume la responsabilité d'un tel rôle.



AMBASSADEUR #10 -

Alan PHILIPS, gère le domaine familial depuis 30 ans en Belgique.

Alan est un propriétaire foncier belge qui gère un domaine pittoresque où les bois, les dunes en croissance, la bruyère pourpre, les prairies et les marais agrémentent les sols sablonneux. Il a commencé à faire des expériences avec la nature pour redonner à tous les éléments, petit à petit, leur gloire d'antan. Lorsqu'une expérience réussissait à petite échelle, il la reproduisait sur une plus grande surface.



Nous sommes honorés de les avoir à bord et nous partagerons bientôt d'autres histoires. Restez à l'écoute.

www.enplc.eu
 @LIFE_ENPLC
 @lifeenplc
 @life-enplc T



Ce projet a été financé par le programme LIFE de l'Union européenne dans le cadre de la convention de subvention LIFE19 PRE/NL/00003.





Coexistence de l'élevage et des grands carnivores en Europe : trouver des solutions pour un développement durable



Delphine DUPEUX, ELO

Un atelier important sur la coexistence de l'élevage et des grands carnivores en Europe a été organisé conjointement, le 5 juillet, par les Commissions NAT et ENVE et l'Intergroupe sur la biodiversité, la chasse et la campagne du Parlement européen. Cet événement visait à répondre aux défis croissants auxquels sont confrontés les bergers et les communautés rurales en raison de l'augmentation du nombre de carnivores dans les régions de l'UE. En explorant les solutions potentielles et les meilleures pratiques, l'événement a cherché à trouver un équilibre entre la protection des espèces ani-

males de l'UE et la résolution des conflits à différents niveaux.

Comme mentionne Isilda Maria PRAZERES DOS SANTOS VARGES GOMES, présidente de la commission NAT, le problème de la coexistence de l'élevage et des grands carnivores en Europe n'est pas nouveau, mais il devient de plus en plus difficile à gérer à mesure que le nombre de carnivores augmente. Elle rappelle que le Comité européen des régions avait déjà souligné les défis auxquels sont confrontés les bergers dans certaines régions dès 2019. La durabilité du pastoralisme, cruciale pour les zones rurales,

est menacée par les conflits liés à la présence des grands carnivores. Le pâturage extensif favorise non seulement la biodiversité, mais permet également de lutter contre l'érosion et les incendies de forêt. Face aux défis posés par le pastoralisme, le Comité des régions a proposé plusieurs mesures. Il a demandé à la Commission européenne d'évaluer la nécessité de réviser la directive «Habitat» afin de pouvoir réagir plus rapidement aux changements de population des espèces protégées. Cette proposition a reçu un soutien important de la part des ministres de l'agriculture lors de leur récente réunion à Luxembourg.

Recours à la dérogation prévue à l'article 16

Etats membres	Espèces
BE	Wolves (until 04/2019) - Lynxes (until 09/2016)
BG	Bears (until 12/2020)
CZ	Wolves (until 05/2020) - Bears (until 12/2020) - Lynxes (until 12/2020)
DK	Wolves (until 12/2020)
DE	Wolves (until 12/2020) - Lynxes (until 12/2020)
EE	Bears (until 12/2020)
EL	Bears (until 05/2017)
ES	Wolves (until 12/2020) - Bears (until 12/2020)
HR	Wolves (until 07/2020) - Bears (until 03/2019) - Lynxes (until 07/2020)
IT	Wolves (until 12/2020) - Bears (until 12/2020) - Lynxes (until 08/2019)
LV	Lynxes (until 03/2020)
LT	Wolves (until 10/2020) - Lynxes (until 12/2019)
HU	Bears (until 08/2018)
NL	Wolves (until 12/2020)
AT	Wolves (until 12/2018) - Lynxes (until 03/2019)
PL	Wolves (until 12/2020) - Bears (until 12/2020) - Lynxes (until 12/2020)
PT	Wolves (until 12/2020)
RO	Wolves (until 12/2020) - Bears (until 12/2020) - Lynxes (until 12/2020)
SK	Bears (until 12/2020)
FI	Wolves (until 06/2021) - Bears (until 12/2020) - Lynxes (until 12/2021) - Wolverines (until 01/2021)
SE	Wolves (until 02/2021) - Bears (until 10/2020) - Lynxes (until 03/2021) - Wolverines (until 01/2021)



MEP Simone SCHMIEDTBAUER

Virginijus SINKEVIČIUS, membre de la Commission chargé de l'environnement, a reconnu que les États membres ont la possibilité d'approuver des dérogations individuelles au titre de l'article 16 de la directive «Habitats», autorisant la mise à mort ou la capture de spécimens spécifiques de loups ou d'ours sous certaines conditions. Une étude de l'EPRS commandée par le Comité des régions a exploré les mesures mises en œuvre par les États membres à cet égard.

Comme l'a rappelé Simone SCHMIEDTBAUER, députée européenne et vice-présidente de l'intergroupe « Biodiversité, chasse, paysage » du Parlement européen, la résolution du Parlement européen sur la protection de l'élevage et des grands carnivores adoptée en 2022 soulignait l'importance d'aider les régions confrontées à des conflits à utiliser de manière responsable la flexibilité offerte par l'article 16(1) de la Directive Habitat.

Juan Carlos SUÁREZ-QUIÑONES, ministre régional de l'environnement, du logement et de l'aménagement du territoire de Castilla y Leon, ainsi que Paula FERNANDEZ de Cantabrie, ont souligné l'application incomplète du principe de subsidiarité dans certains États membres, où les compétences régionales ont été supplantées au niveau national. Jurgen TACK, coprésident de la plateforme de l'UE sur la coexistence entre l'homme et les grands carnivores, a insisté sur le rôle clé joué par la plateforme de l'UE pour faciliter la collaboration et l'échange de connaissances entre les parties prenantes concernées. L'objectif de la plateforme est donc de minimiser les conflits et de trouver des solutions entre les intérêts humains et la présence des espèces de grands carnivores, tout en promouvant le respect mutuel et un engagement constructif.

La collaboration entre la Commission NAT, la Commission ENVE et l'Intergroupe sur la biodiversité, la chasse et l'espace rural du Parlement européen souligne l'effort collectif pour relever ces défis. Au cours de l'événement, les participants ont discuté de diverses mesures de coexistence qui se sont avérées efficaces dans différentes régions de l'Union européenne. Ces mesures comprennent l'utilisation de clôtures électriques, de bergers actifs et de chiens de protection du bétail. L'accent a également été mis sur l'encouragement des États membres à aider les agriculteurs à prévenir les dommages causés par les grands carnivores dans le cadre des plans stratégiques de la politique agricole commune. En tant que présidente de la Commission NAT, Isilda MARIA PRAZERES DOS SANTOS VARGES GOMES s'est engagée à transmettre les propositions discutées lors de l'événement aux institutions européennes. L'objectif est de trouver un équilibre entre la protection des espèces animales de l'UE et la recherche de solutions pratiques aux conflits aux niveaux national, régional et local.

De plus amples informations sont disponibles sur le site web de l'Intergroupe www.biodiversityhuntingcountryside.eu



Sabien LEEMANS, Delphine DUPEUX, Humberto DELGADO ROSA, Victoria GUTIERREZ

Participation d'ELO à la Semaine verte

Adam HOLUB, ELO

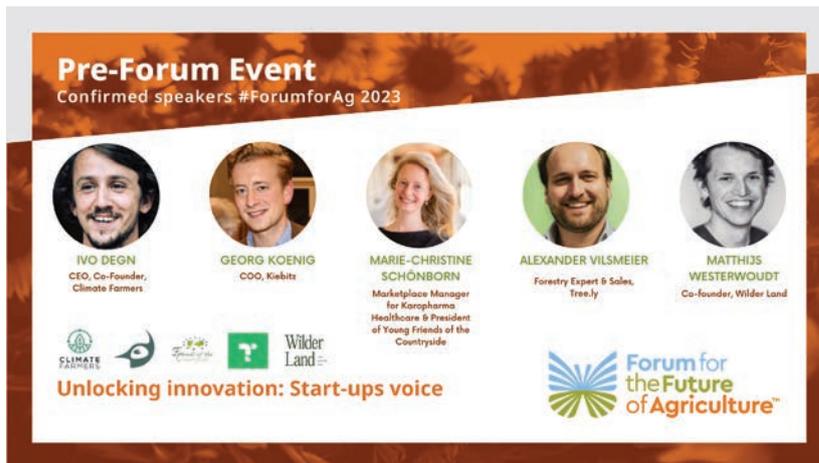
La Semaine verte de l'UE 2023 (une série d'événements permettant de discuter de sujets environnementaux urgents) a été marquée par la présence active d'ELO lors de sa conférence principale. Dans un panel diversifié (aux côtés de représentants de Commonland, du WWF et d'agriculteurs biologiques), la directrice des relations parlementaires d'ELO, Delphine DUPEUX, a pris part à une discussion intitulée « Restaurer la biodiversité : Les sociétés et les écosystèmes peuvent-ils vivre dans une relation saine ? » Le thème du débat n'aurait pas pu être plus opportun, puisqu'il a eu lieu à la veille des votes clés sur le règlement relatif à la restauration de la nature au Parlement européen.

Les principaux points exprimés au nom d'ELO ont été l'accentuation de la nécessité d'utiliser et d'augmenter les mesures de conservation privées, l'insistance sur le besoin de modèles commerciaux viables pour les propriétaires terriens, et l'accent mis sur la nécessité d'établir la confiance et d'écouter les propriétaires terriens et les gestionnaires. Delphine DUPEUX a également souligné l'importance du volontariat pour obtenir l'adhésion des propriétaires fonciers et a appelé à l'exploration de nouveaux modèles de gouvernance permettant de débloquer de nouveaux modes de coopération avec les propriétaires fonciers privés. ELO a également profité de cette occasion pour répéter que l'organisation ne peut se réjouir du niveau de polarisation qui a lieu actuellement au niveau de l'UE sur le règlement relatif à la restauration de la nature. L'ELO a réitéré le besoin urgent de construire la confiance et le dialogue qui sont profondément nécessaires pour construire un chemin vers un avenir respectueux de la nature et du climat. La contribution à la discussion au nom de l'Organisation européenne des propriétaires fonciers s'est conclue par un appel à l'apaisement du débat politique actuel sur la restauration de la nature : « Soyons sérieux ! »

Comment les start-ups peuvent-elles relever les défis de la gestion des ressources naturelles pour des chaînes d'approvisionnement durables dans l'agriculture et la sylviculture ?

Cette conférence était un pré-événement du Forum pour l'avenir de l'agriculture, qui s'est tenu à Bruxelles en mars 2023.

Sean OSTRUSZKA



La gestion des ressources naturelles est déjà un défi en soi. La faire de manière durable ajoute quelques niveaux de difficulté supplémentaires, depuis la planification, la production et la livraison des ressources naturelles jusqu'à l'impact sur les écosystèmes, en passant par les innovations nécessaires pour optimiser notre utilisation des ressources naturelles et promouvoir des services écosystémiques plus solides.

Pourtant, c'est à ces défis et à bien d'autres encore que s'est attaquée une récente session de pré-forum en ligne pour le Forum sur l'avenir de l'agriculture. Réunissant trois dirigeants de petites entreprises des secteurs de l'agriculture et de la sylviculture - Ivo DEGN, PDG et cofondateur de « Climate Farmers » ; Georg KOENIG, directeur de l'exploitation de Kiebitz ; et Alexander VILSMEIER, expert en sylviculture et vendeur de Tree.ly, le webinaire, animé par Marie SCHÖNBORN (YFCS), a été l'occasion d'une discussion sur la manière dont les différentes start-ups abordent ces défis et les mesures positives à prendre pour l'avenir.

Étant lui-même agriculteur, M. KOENIG reconnaît qu'il est profondément motivé pour faire de la protection de l'environnement une affaire rentable pour les agriculteurs et les sylviculteurs. Le problème, c'est qu'il existe un déficit de financement annuel de 700 milliards d'euros entre ceux qui veulent reconstruire nos écosystèmes et l'argent dont ils ont besoin pour le faire. C'est là que son entreprise, Kiebitz, espère combler ce fossé en aidant à canaliser les investissements

privés vers la mise en place de solutions de capital nature dignes de confiance. Parallèlement, l'entreprise a créé une application qui aide les agriculteurs à partager des photos des mesures de biodiversité qu'ils ont mises en œuvre afin d'obtenir des subventions publiques. D'autres programmes pilotes sont en cours de réalisation, tous axés sur le financement d'améliorations environnementales dans toute l'Europe.

Pour VILSMEIER et Tree.ly, il ne s'agit pas d'un problème monétaire, mais d'une question de sensibilisation, car leur objectif est de « libérer le plein potentiel de nos forêts sur le plan écologique et émotionnel ». En connectant les sociétés et les entreprises avec des technologies et des logiciels axés sur les données, ils font pression pour une meilleure compréhension de l'impact des forêts afin d'en améliorer la gestion. Elle crée actuellement des représentations numériques des forêts, ce qui lui permet de montrer avec précision le stockage du CO2 (et prévoit à l'avenir de fournir des estimations de la biodiversité pour des éléments tels que l'eau, la capacité des réservoirs, etc.) Une fois que le stockage de CO2 est compris, ils rassemblent les partenaires commerciaux, les sociétés et les entreprises avec les propriétaires forestiers pour créer un effort de collaboration.

L'augmentation du financement et la sensibilisation sont des efforts considérables pour améliorer la gestion des ressources naturelles. DEGN et son équipe de « Climate Farmers » ont constaté un intérêt croissant pour des domaines tels que l'agriculture régéné-

native au cours des dernières années. Son entreprise se concentre sur la mise en place de l'infrastructure nécessaire pour faire face à cette montée en puissance. Souvent, les agriculteurs sont à l'origine de ces efforts, mais travaillent finalement en vase clos. En créant des réseaux, des communautés et des conférences, « Climate Farmers » travaille avec les agriculteurs pour les mettre en contact avec d'autres agriculteurs qui suivent le même chemin. « Climate Farmers » va même plus loin dans ces connexions en mettant en relation les agriculteurs avec des opportunités de financement.

En réponse à une question directe du DEGN sur les subventions, le PDG a reconnu qu'il y a des sceptiques qui pensent que le modèle d'entreprise de l'agriculture régénérative n'est pas durable à moins qu'il n'y ait une subvention. Heureusement, l'utilisation accrue de ce modèle au cours des dernières années a permis de recueillir davantage de données montrant qu'il peut être durable. Mais l'important est de comprendre que le modèle d'entreprise et le rendement sont deux parties distinctes de l'équation, et que la rentabilité doit être au centre des préoccupations. C'est ainsi qu'est née l'idée de la façon dont nous percevons le rôle des agriculteurs dans la société à l'avenir. Selon M. KOENIG, l'agriculture régénératrice « placera l'agriculteur au centre de l'attention », car elle redonne de la valeur aux exploitations agricoles qui n'ont plus besoin d'acheter autant d'engrais et d'autres produits que par le passé. Il s'agira alors de voir leur valeur accrue (et l'augmentation de salaire qui s'ensuivra) non seulement en termes de rendement, mais aussi d'impact environnemental au niveau de la société.

VILSMEIER est tout à fait d'accord avec ses collègues entrepreneurs, mais il pose ensuite sa propre question : Est-il possible de combiner les subventions et le financement public avec le boisement dans le cadre du projet ? Il a reconnu que c'est possible, mais que c'est un processus lourd, et finalement, il croit que c'est grâce aux innovations et non aux subventions qu'un véritable impact sera fait dans cet espace.

L'enregistrement de la discussion est disponible sur le site web du Forum : www.forumforag.com

L'initiative « Forêt du futur » - favoriser le développement de solutions innovantes pour les forêts

La conférence était un pré-événement du Forum pour l'avenir de l'agriculture, un lieu de rencontre européen de premier plan pour les organisations intéressées par l'agriculture, la sécurité alimentaire et la santé environnementale.

Christoph zu STOLBERG, responsable des relations internationales, Future Forest Initiative (FFI)



Humberto DELGADO ROSA

La « Future Forest Initiative » (FFI), premier centre d'innovation pour les forêts et le climat en Europe, a organisé sa première conférence à Bruxelles le 27 mars. La plateforme vise à favoriser le développement de solutions innovantes et durables pour la forêt à l'heure du changement climatique.

Créé en 2022 à Blankenburg (Harz), en Allemagne, le Centre européen d'innovation combine le pouvoir d'innovation des startups, le savoir-faire scientifique et les valeurs empiriques de l'économie établie de toute l'Europe. Il soutient les entrepreneurs dans le développement de leurs solutions, jusqu'à ce qu'elles atteignent le marché. Des événements participatifs internationaux tels que le forum annuel « Forêt du futur » et le premier accélérateur de start-ups pour les forêts en Europe sont deux éléments clés du soutien fourni par le FFI. Un fonds d'investissement pour les startups et un institut regroupant différentes spécialités pour faciliter le développement de nouveaux projets sont en cours de construction.

La conférence de Bruxelles a été rendue possible grâce au soutien de la *Landwirtschaftliche Rentenbank*, un partenaire solide de la FFI depuis ses débuts. Caspar von ALVENSLEBEN, responsable de l'innovation et de la stratégie en matière d'agriculture et de sylviculture à la banque, a expliqué dans son discours d'ouverture le rôle de l'institution en tant que soutien financier et consultatif des entreprises agroalimentaires et des zones rurales en Allemagne. Outre la promotion de l'agriculture et de la sylviculture, ainsi que de l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire, la banque soutient également les énergies renouvelables et la bioéconomie. La *Renten-*

bank est la première banque de développement pour les zones rurales en Allemagne.

Humberto DELGADO ROSA, directeur de la biodiversité à la DG ENVI, a prononcé le discours d'ouverture et a exposé les points de vue et les objectifs de la Commission européenne en ce qui concerne le nouveau cadre uniforme qu'elle est en train de mettre en place pour les États membres. Il leur permettra de surveiller la santé de leurs forêts de manière cohérente. *Copernicus* pourrait être utilisé pour automatiser cette surveillance. Le nouveau cadre de l'UE pour la surveillance des forêts et les plans stratégiques pourrait également permettre aux propriétaires terriens d'obtenir de nouveaux revenus grâce à une stratégie de rémunération (monétarisation) visant à soutenir/renforcer les services écosystémiques de la nature. Pour illustrer ce potentiel, M. ROSA a rappelé que l'investissement d'un euro dans la restauration de la nature génère huit euros de bénéfices grâce à l'amélioration des services écosystémiques.

Pour souligner la nécessité de solutions pratiques et innovantes dans le secteur forestier, Gabriel von dem BUSSCHE a évoqué la situation de son domaine familial. Il a expliqué la crise à laquelle les propriétaires privés sont confrontés en raison des effets du changement climatique sur leurs terres. Gabriel, un entrepreneur axé sur les solutions, a décidé d'examiner les avantages des nouvelles méthodes et technologies développées par les startups pour replanter, gérer et adapter les forêts. Il a donc rejoint la communauté FFI.

La conférence s'est terminée par la présentation par trois startups de la Communauté FFI d'exemples pratiques de solutions in-

novantes qui soutiennent les propriétaires terriens et la forêt : Breeze Technologies a développé un système d'alerte précoce pour les incendies de forêt. Tree.ly propose une plateforme qui génère des crédits carbone à partir de projets de reboisement en Europe et Live EO propose un système automatisé de surveillance des terres par satellite soutenu par l'intelligence artificielle.

Les participants ont été ravis de la dynamique ressentie pendant la conférence. Cet esprit positif de « créateur » est typique des événements FFI, attirant une foule qui cherche à trouver des solutions.

La conférence était un pré-événement du Forum pour l'avenir de l'agriculture. La FFI a apprécié l'opportunité offerte par ELO de présenter sa structure et ses objectifs, ainsi que quelques-unes des startups qu'elle soutient. Le FFI attend avec impatience la deuxième édition, le 25 mars 2024, pour présenter de nombreuses autres solutions innovantes pour les forêts.

Le prochain grand événement FFI sera son forum les **8 et 9 septembre au château de Blankenburg (Harz) en Allemagne**. Les startups y présenteront leurs solutions pratiques et les plus de 300 participants auront l'occasion de présenter leurs propres défis et projets dans le cadre d'ateliers. C'est également l'endroit idéal pour trouver des partenaires et des financements, ainsi que pour rencontrer des propriétaires forestiers et des scientifiques. Le forum est ouvert à tous ceux qui s'intéressent aux forêts.

Les billets sont déjà disponibles sur :
www.futureforest.de/future-forest-forum



Dr. Benjamin KOWALSKI et Franziska HILLMER, FFI

Donner aux propriétaires fonciers européens les moyens d'agir : la mission de SOILGUARD pour préserver la biodiversité des sols

Dans le monde actuel, qui évolue rapidement, la préservation de la biodiversité des sols est primordiale pour le bien-être environnemental, économique et social des régions biogéographiques. Les pratiques non durables de gestion des terres et les effets du changement climatique constituent des menaces importantes pour la biodiversité des sols et les écosystèmes complexes qu'ils abritent. Reconnaissant l'urgence de cette question, notre initiative pionnière, SOILGUARD, a vu le jour avec pour mission de combler les lacunes critiques en matière de connaissances, de promouvoir la gestion durable des sols et d'établir la biodiversité des sols comme une solution naturelle pour lutter contre la dégradation des sols et le changement climatique.

SOILGUARD

Arlette UFITINEMA BIREKERAHO, ELO



© Helle Hestbjerg

Helle HESTBJERG (DTI) qui travaille sur l'abri WP3, mettant en place l'essai pilote avec des chauffages au Danemark.

Au cœur de notre mission se trouve la nécessité de combler les lacunes dans les connaissances relatives à la biodiversité et au rôle inestimable des sols dans le bien-être humain. Pour ce faire, nous collaborons à l'élaboration du cadre de biodiversité et de bien-être des sols, un cadre conceptuel et analytique susceptible de devenir la norme mondiale pour les futures évaluations de la biodiversité des sols. Nous validerons l'efficacité de ce cadre au moyen de modèles expérimentaux complets englobant divers biomes, des gradients de dégradation des sols et des simulations de changement climatique in situ.

Nous comprenons le pouvoir du partage des connaissances co-créées et développons l'application révolutionnaire SOILGUARDIANS en tant que centre d'échange de connaissances. Cette application établit des liens de causalité entre la biodiversité des sols, la multifonctionnalité et le bien-être général, ce qui permet aux parties prenantes de passer à des pratiques de gestion durable des terres. En favorisant un écosystème d'innovation et de collaboration, l'application SOILGUARDIANS fournira aux propriétaires terriens les outils nécessaires pour présenter leurs expériences, en tirer des enseignements et les partager.

Nous mettons en place un réseau de connaissances et de collaboration par l'intermédiaire du réseau de connaissances SOILGUARD (SNoK) afin d'amplifier encore notre impact. Ce réseau rassemble une communauté diversifiée d'experts, de chercheurs et de

praticiens qui fournissent des informations précieuses et soutiennent les propriétaires fonciers dans leurs efforts de conservation de la biodiversité des sols. La collaboration entre le SNoK et l'application SOILGUARDIANS crée une plateforme dynamique de co-création, d'échange de connaissances et d'apprentissage collectif.

Notre vision va au-delà des actions individuelles ; nous visons à influencer les politiques et les cadres aux niveaux européen et international. En cocréant des recommandations de conservation basées sur des preuves, nous contribuons à développer des stratégies efficaces pour préserver la biodiversité des sols. En outre, nous soutenons activement les engagements des États membres dans le cadre du Partenariat mondial pour les sols, en veillant à ce que l'importance de la biodiversité des sols soit reconnue et prise en compte à l'échelle mondiale.

Le projet SOILGUARD a réalisé des progrès passionnants dans la mise en place d'un réseau de sites interbiome. Nous avons échantillonné 234 sites, dont des terres cultivées, des prairies et des forêts, dans différentes régions. En outre, dans le cadre des simulations du changement climatique de notre projet, notre équipe a réalisé des projections climatiques pour la Belgique (Atlantique), le Danemark (continental), la Finlande (boréale), la Hongrie (pannonienne), l'Irlande (Atlantique), la Lettonie (boréale) et l'Espagne (méditerranéenne). La quantification des niveaux de dégradation et la création de cartes ont été

cruciales, et l'analyse des données est déjà en cours, fournissant des informations précieuses sur la biodiversité des sols.

Au cours de la troisième année du projet, nous souhaitons évaluer l'impact du changement climatique et des pratiques de gestion sur la biodiversité des sols. Nous analyserons l'effet de la sécheresse et des vagues de chaleur sur la biodiversité de différents groupes de biotes du sol dans des systèmes gérés différemment. En outre, nous explorerons les liens entre la biodiversité et les fonctions du sol en collectant, analysant et corrélant les paramètres fonctionnels de 2022 et 2023 avec les données sur la biodiversité.

Nos efforts pionniers pour combler les lacunes en matière de connaissances, promouvoir la gestion durable des sols et plaider en faveur de la conservation de la biodiversité des sols sont des étapes essentielles vers un avenir durable. En développant un cadre complet pour l'évaluation de la biodiversité des sols, en utilisant l'application innovante SOILGUARDIANS et en établissant un solide réseau d'experts, nous donnons aux propriétaires terriens européens les moyens de devenir les gardiens de la biodiversité des sols. Ensemble, nous pouvons ouvrir la voie à des pratiques de gestion durable des terres, préserver la biodiversité des sols et garantir la santé à long terme de nos terres au profit des générations futures.

Pour se tenir au courant des derniers développements du projet SOILGUARD, les personnes intéressées peuvent contacter Lindsey CHUBB à projects@elo.org ou Arlette BIREKERAHO à arlette.birekeraho@elo.org. Vous pouvez également suivre SOILGUARD sur les médias sociaux pour obtenir des mises à jour.

 @SOILGUARD
 soilguard_h2020
 @soilguard
 @soilguard
 @SOILGUARD_H2020
 soilguard-h2020.eu



The research leading to these results has received funding from the European Union Horizon 2020 Research & Innovation programme under the Grant Agreement no. 101000371.

Conférence finale du projet HERIT

Daniel MONTELEONE, ELO



Le 23 mai, European Historic Houses (EHH) a accueilli des visiteurs venus de toute l'Europe pour s'informer sur le projet. La discussion s'est ouverte sur les souhaits de bienvenue de nos estimés invités, Alfonso PALLAVICINI, Président de l'EHH et Emmanuelle MIKOSZ, Directrice des affaires européennes chez ELO. Daniel MONTELEONE, coordinateur du projet, a ensuite présenté Laura NIETO, professeur à l'université de La Corogne. Elle a expliqué en détail toutes les caractéristiques du MOOC, ainsi que les retours d'expérience et les améliorations apportées depuis le test pilote réalisé il y a quelques mois. Une table ronde avec Joaquin MENCOS et Kathrine BOAS PEDERSEN, deux participants du programme pilote, ainsi que Katerina SOSTOK et Gabriel WICK, experts dans le domaine des demeures historiques, a eu lieu après un débat d'ouverture animé. Chaque participant a donné une explication profonde et significative de ses expériences avec le MOOC et de la manière dont il l'aidera à développer ses propres projets.

Après une autre session de questions-réponses et une pause de réseautage, un deuxième panel a été animé par Dana BELDIMAN. Les panélistes étaient Marzia PICCININNO, Stefania PIGNATELLI GLADSTONE et Małgorzata KOZAK de la Commission européenne. La conférence s'est terminée par des félicitations à toutes les personnes impliquées, y compris un remerciement spécial à Ewelina OK-SIUTA, Theodora CANCIU, et Laura NIETO pour leurs contributions supplémentaires à la réussite du projet.

L'apprentissage s'est poursuivi avec un atelier éducatif de l'EHH sur l'IA générative et la narration dans les médias sociaux pour le patrimoine culturel. Au cours de l'atelier, les participants ont participé à trois ateliers pratiques thématiques différents, créant des histoires

belles et originales et rendant leurs lieux plus instagrammables. Enfin, l'EHH a organisé un dîner de réseautage sur place, où les participants de toute l'Europe ont dégusté de délicieux repas et ont eu des conversations encore plus intéressantes.



Par ailleurs, nous sommes ravis d'annoncer que le MOOC HERIT, fruit de plusieurs années d'efforts de la part des partenaires du projet, a été officiellement mis à la disposition de TOUS ! Le test pilote, mentionné dans un précédent numéro de ce magazine, a enregistré plus de 100 inscriptions, et 66 participants ont suivi le cours pendant la courte période de test, dont beaucoup étaient des membres d'ELO invités à rejoindre cette prestigieuse première classe.

Désormais, le cours est ouvert à tous, sans date limite ! Si vous souhaitez suivre l'intégralité du cours de 12 à 20 heures en un week-end, vous pouvez le faire ! Si vous souhaitez répartir le travail à raison d'une heure par semaine, vous êtes le bienvenu. Ce cours s'adresse à toute personne intéressée par le patrimoine des maisons historiques, y compris les professionnels du secteur public ou privé, les propriétaires et les gestionnaires de maisons historiques qui veulent conduire un changement innovant pour améliorer leurs maisons ou ceux qui veulent ouvrir leur maison au public à l'avenir. Il comprend des témoignages vidéo, des activités volontaires et la possibilité d'obtenir un certificat d'achèvement !

Si vous souhaitez rester impliqué après le projet, visitez notre site web, suivez-nous sur Twitter ou contactez Daniel directement à Daniel.Monteleone@elo.org.

 <https://herit-erasmus.eu/>
 @ErasmusHerit



L'équipe organisationnelle d'HERIT

Let's increase our food supply
without
reducing theirs



**the
good
growth
plan**

Syngenta Brussels Office
 Avenue Louise, 489,
 B-1050 Brussels
 Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com

syngenta

ARE YOU
PROTECTING
POLLINATORS?

 *European
Bee Award*

3 PRIZES

Land Management
practices (€ 4,000)

Innovative
technological
solutions (€ 4,000)

Special mention of
the Jury (Diploma of
recognition)

Vous participez à des initiatives innovantes visant à protéger les abeilles ou d'autres pollinisateurs ?

Le « Bee Award » lance l'appel à candidatures pour 2023 !

ELO et l'Association européenne de l'industrie des machines agricoles (CEMA) vous invitent à soumettre votre projet avant le **vendredi 8 septembre 2023**.

Depuis 2014, le « Bee Award » s'engage à trouver des solutions communes au profit de la biodiversité en récompensant des projets protégeant les pollinisateurs.

3 prix seront décernés :

- Pratiques de gestion des terres (prix de 4 000 €)
- Solutions technologiques innovantes (prix de 4 000 €)
- Mention spéciale du jury (diplôme de reconnaissance)

Qui peut poser sa candidature ?

Le « Bee Award » européen est ouvert à tous*.

Nous récompensons les agriculteurs, les propriétaires terriens, les instituts de recherche, les universités et les organisations privées et publiques qui développent des projets remarquables et innovants visant à protéger les abeilles ou d'autres pollinisateurs et à contribuer à la préservation de la biodiversité. Les anciens candidats sont les bienvenus pour poser à nouveau leur candidature !

*Vérifier les termes et conditions dans le formulaire de candidature

TÉLÉCHARGER LE FORMULAIRE DE DEMANDE en ligne et nous le renvoyer par courrier électronique à l'adresse suivante : anne-sophie.mulier@elo.org ou sur le site ELO : www.europeanlandowners.org/awards/bee-award

Nous sommes impatients de recevoir votre candidature et de découvrir tous les projets extraordinaires qui protègent les abeilles dans toute l'Europe. N'hésitez pas à nous contacter ou à envoyer cette fantastique opportunité à votre réseau.

L'équipe du « Bee Award » (Prix de l'abeille)


ELO
European Landowners' Organization

CountrySide

is a publication of the ELO
in English and French

5 Euros

Publisher :
Thierry de L'ESCAILLE

Chief editor :
Emmanuelle MIKOSZ

Text editor :
Sophy SMITS van OYEN-MALTZOFF,
Daniel MONTELEONE

Design & proof readers
Jehanne de DORLODOT - VERHAEGEN

Back office:
Adriana ESCUDERO

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09
countryside@elo.org
Internet Site : www.elo.org